CIDAC 0CTL4044
Centro de Documentação
28. FEV. 1985

85-03-01 10:19
+
21118 CIIR G
59945 CSI CH

ATT. LUISA TEOTONIO PEREIRA, CIDAC, LISBOA
ROBERT ARCHER, CIIR, LONDON

TIMOR ORIENTAL: DELEGATION DE PARLEMENTAIRES ALLEMANDS
EXIGE DU GOUVERNEMENT INDONESIEN LA DISSOLUTION DU CAMP D'ATAURO

(280285)

BONN/ZURICH(IPS/CSI).- UNE DELEGATION DE PARLEMENTAIRES ALLEMANDS - LA PREMIERE DE CE GENRE EN PROVENANCE DE L'EUROPE - VIENT DE VISITER L'EX-COLONIE PORTUGAISE OCCUPEE PAR L' INDONESIE. LA VISITE DE DEUX JOURS S'ETENDAIT EGALEMET AL'ILE D'INTERNEMENT D'ATAURODE REPUTATION DOUTEUSE. LA DELEGATION ETAIT COMPOSEE DES DEPUTES HERBERT HUPKA ET OTTO REGENSPURGER(CHRETIEN-DEMOCRATES), HANS-ULRICH KLOOSE ET VOLKER NEUMANN(SOCIAL-DEMOCRATES) ET DETLEF KLEINERT(LIBERAL). ELLE XINCITA A L'UNANIMITE LE GOUVERNEMENT INDONESIEN DE DISSOUDRE LE CAMP D'INTERNEMENT D'ATAURO ''LE PLUS VITE POSSIBLE'' ET ''D'ACCORDER D'ORES ET DEJA AUX INTERNES LE RETOUR A LEURS LIEUX D'ORIGINE''.
LE DEPUTE KLOOSE DECLARA EGALEMENT AL'AGENCE 'IPS' QUE LA DELEGATION AVAIT PRIE LE GOUVERNEMENT INDONESIEN DE DECRETER ''UNE AMNISTIE ULTERIEURE'' EN VUE DE PACIFIER LA SITUATION AU TIMOR ORIENTAL ET D'OUVRIR LE TERRITOIRE A LA CROIX ROUGE INTERNATIONALE, A LA COMUNAUTE INTERNATIONALE ET A LA PRESSE AFIN QUE LE PUBLIC PUISSE S'INFORMER DIRECTEMENT SUR LA SITUATION.
LE DEPUTE KLOOSE, RESPONSABLE POUR LES DROITS DE L'HOMME AU SEIN DU PARTI-SOCIAL-DEMOCRATE ALLEMAND(SPD) DECLARA QU'IL AVAIT RENCONTRE SUR L'ILE D'ATAURO DER PRISONNIERS DETENUS DEPUIS 5 ANS SANS QU'ILSA AIENT EU ACCES A UNE AIDE JUDICIARE OU A UNE INSTANCE DE L'ETAT.
D'APRES KLOOSE LE GOUVERNEUR CARRASCALAO REPONDIT A SA QUESTION CONCERNANT DES ''EXECUTIONS EXTRA-LEGALES'' EN ADMETTANT QUE DE TELLES EXECUTIONS AVAIENT EU LIEU EN PRECISANT TOUTEFOIS QU'ELLES NE CORRESPONDAIENT PAS A DES ORDRES OFFICIELS. LE DEPUTE SOCIAL-DEMOCRATE ALLEMAND CONSIDERA L'ANNEXION DE TIMOR ORIENTAL PAR L'INDONESIE COMME UN ACTE CONTRAIRE AUX PRINCIPES DU DROIT INTERNATIONAL. MAIS PUISQUE LES ETATS-UNIS, LA GRANDE BRETAGNE ET L'AUSTRALIE AVAIENT APPORUVE AL'EPOQUE L'INVASION INDONESIENNE ET LES NATIONS UNIES DEMONTRAIENT DE MOINS EN MOINS D'INTERET A LA QUESTION DU DROIT D'AUTODETERMINATION POUR TIMOR ORIENTAL IL NE CROIT PERSONNELLEMENT PLUS A UNE SOLUTION DE CE PROBLEME CAR L'INDONESIE NE SE RESIGNERA PAS A EVACUER LE TERRITOIRE.

+
21118 CIIR G
59945 CSI CH